



Mars 2021

JOE BIDEN ET LA TURQUIE : UN RENOUVEAU DANS LE PROGRAMME F-35 ?



© ASSOCIATED PRESS

ECRIT PAR Claire Courtin



Claire Courtin est actuellement étudiante en troisième année de Sciences Politiques. Passionnée par la géopolitique et les relations internationales, elle souhaite se spécialiser sur les enjeux au sein de la zone Europe de l'Est et Russie.



INTRODUCTION

Communément appelés « *F-35* », les avions militaires américains monoplace et monomoteur sont interopérables, c'est-à-dire qu'ils peuvent effectuer des missions de natures différentes : bombardement, reconnaissance, chasse... Ces derniers sont apparus durant la Seconde Guerre mondiale. Il est notamment possible de citer le *McDonnell Douglas F-4 Phantom II*, utilisé par trois branches des forces armées américaines : l'*US Air Force*, l'*US Navy* ainsi que l'*US Marine Corps*.

L'idée d'un avion multi-rôle de cinquième génération a été pensée par le Pentagone au début des années 1990, donnant naissance au *F-35 Lightning II*. Il fut créé dans l'optique d'une approche terrestre et maritime. En effet, à cette époque, l'*US Air Force* réfléchit à un successeur du *F-16 Fighting Falcon*¹ ; tandis que l'*US Navy* débute son programme *A/F-X*² pour remplacer ses avions d'attaque au sol *A-6 Intruder* ; et l'*US Marine Corps* s'enquiert de remplacer ses avions de type aéronef à décollage et atterrissage verticaux *AV-8 Harrier II*. Ces trois besoins sont alors réunis dans le programme *Joint Advanced Strike Technology*, érigé en 1994 et renommé *Joint Strike Fighter*³ en 1995. Deux compagnies sont retenues à l'issue de la première phase du programme : *Boeing* et *Lockheed Martin*. Un contrat est passé avec chacune d'entre-elles, où elles se voient allouer un fonds de plus de 750 millions de dollars. Ce financement extérieur contribue à la réduction des coûts de production, ces entreprises ne mettant alors pas en jeu leurs fonds propres. Le démonstrateur de *Lockheed Martin– X-35* – effectua son vol inaugural en 2000 et fut préféré pour des raisons techniques au *X-32* construit par *Boeing*. *Lockheed Martin*, première entreprise mondiale de défense et de sécurité, devient alors le producteur officiel de l'avion *F-35*, avec pour principaux partenaires *Northrop Grumman* et *BAE Systems*. Ce système *F-35* se décompose en plusieurs variantes, symbole de sa technologie avancée : *F-35A* (à décollage et atterrissage conventionnel), *F-35B* (à décollage et atterrissage courts), *F-35C* (à décollage assisté par catapulte), entre autres. Ces composantes permettent à cet avion militaire d'être efficace sur de nombreux terrains.

Cette technologie est, depuis sa création, l'objet de convoitise de plusieurs pays, et notamment de la Turquie, qui souhaite renforcer et moderniser son arsenal militaire. Étant confrontée à plusieurs situations conflictuelles, dans lesquelles elle est directement impliquée (l'île de Chypre, les ressources énergétiques en mer Méditerranée), ou dans lesquelles elle s'impose comme un acteur contesté (Nord de la Syrie, Haut-Karabagh), Ankara se dote de technologies lui permettant de s'affirmer comme puissance militaire. L'achat des avions militaires *F-35* rentrait alors dans cette logique.

¹ Construit sous licence dans plusieurs pays dont la Turquie.

² Avion d'attaque et de combat multi-rôle

³ Chasseur bombardier développé conjointement



Cependant, la rapide exclusion de la puissance ascendante sous le mandat Trump change la donne. Il est alors intéressant de se demander comment la situation va évoluer à la suite de l'arrivée du démocrate Joe Biden à la Maison-Blanche.

Le programme F-35 : une technologie ambitieuse mais controversée

D'origine américaine, le programme *F-35* regroupe tant sur le plan financier que technique, des pays européens et non-européens. Plusieurs niveaux de partenariats expliquent l'implication de ces différentes puissances : le Royaume-Uni est, par exemple, un partenaire de premier niveau, illustré par l'investissement de la société *BAE Systems*, étant une société britannique, ou encore par celui de la firme *Rolls-Royce* fournissant la soufflante du *F-35B*. Les Pays-Bas et l'Italie sont considérés comme des partenaires de niveau deux, en assemblant ces avions destinés aux pays européens. Aussi apparaissent les partenaires de troisième niveau, l'Australie, la Norvège, le Danemark, le Canada, Singapour, Israël et notamment la Turquie, s'engageant dans la structure financière de la conception et de la production de pièces essentielles. Cependant, le *F-35* fait face à plusieurs controverses : considéré comme le programme d'avion militaire le plus onéreux de l'histoire, son coût serait estimé sur le long terme à 950 milliards de dollars⁴, ce qui constitue une hausse considérable par rapport aux estimations de base. Surnommé « *The Trillion Program* » aux États-Unis, le *F-35* a soulevé des débats concernant l'Amendement *Nunn-McCurdy*⁵, exigeant la fin d'un programme si son surcoût dépasse de 25% ou plus les coûts planifiés initialement, sauf exception de sécurité nationale.

L'acquisition par plusieurs pays de l'Union Européenne de ces avions militaires F-35 à défaut des avions européens (*Eurofighter*, *Rafale*...) est une preuve de la nécessité pour l'Europe de coopérer avec les États-Unis en matière de défense, notamment au sein de l'OTAN, du fait de son incapacité à construire aujourd'hui une Europe de la défense. Dans cette logique, les États-Unis souhaitent que les pays européens accroissent leurs capacités militaires afin de peser davantage dans l'OTAN dans le but de financer les productions militaires américaines par les achats européens réguliers. C'est dans ce cadre que la Belgique a par exemple acheté les *F-35 Lightning II*. L'achat de cet armement est critiqué dans certains pays, jugé peu rentable aux vues de son coût, et allant jusqu'à accuser les États-Unis d'user du Système de Ponzi⁶, en promouvant son programme « tant que le marché ignore ses défaillances »⁷.

⁴ *Government Accountability Office*, 2008

⁵ Initié en 1982, avec pour but de réduire les surcoûts dans les programmes d'acquisition d'armes.

⁶ Attirer des investisseurs pour financer les anciens investisseurs. Système reposant sur l'escroquerie, qui s'effondre dès lors qu'il n'y a plus de nouveaux investisseurs.

⁷ Formule de Peter Goon, Directeur d'*Air Power* Australie



La vente de F-35 aux Émirats Arabes Unis, initiée par Donald Trump dans sa logique de rapprochement entre Israël et les pays arabes, a déclenché une nouvelle polémique alors que son mandat touche à sa fin. Certains observateurs et analystes américains et israéliens se sont alors demandés : Pourquoi armer un pays en qui l'Occident n'a pas confiance ? Un autre débat est soulevé, concernant les problèmes techniques, notamment au niveau des systèmes de réservoirs de carburant, des accidents, tels que la panne moteur de 2014 sur un *F-35 A* déclenchant un incendie et la destruction d'une partie de l'appareil. Depuis cet événement, des limitations ont été instaurées notamment sur la vitesse maximale des *F-35*. L'accident du Japon a également été source de débat : un des *F-35A* de la Force aérienne d'autodéfense japonaise s'est écrasé dans les eaux du Pacifique, provoquant la mise à l'arrêt de toute la flotte *F-35*. A la suite de cet événement, le Japon a demandé de devenir un partenaire officiel du programme. Les États-Unis ont refusé, ne souhaitant pas agrandir leur cercle de partenariats, par peur que les autres pays exploitent le programme afin de développer leurs propres avions de combat. En effet, l'espionnage est l'une des principales menaces pour les États-Unis, ce qui les a conduit à bloquer leurs exportations de *F-35* à destination de la Turquie.

Quid de la Turquie ?

Plusieurs accusations d'espionnage sont relayées depuis les débuts du *F-35*. Le plus gros scandale éclate en 2009, lorsque des hackers extorquent des informations sur ce programme. Les États-Unis accusent la Chine, qui dément. De nombreux pays convoitent cet armement à la pointe de la technologie, engendrant une méfiance continue des États-Unis.

Le programme américain devait intégrer la *Türk Hava Kuvvetleri*⁸. La République Moyen-Orientale produisait alors plusieurs pièces nécessaires aux avions militaires américains. Cependant, fin 2019, la Turquie décide d'acquérir, malgré les avertissements de Washington, le système de défense antiaérienne russe *S-400 Triumph*. La lutte antiaérienne, par définition, est

« L'ensemble des mesures à prendre pour protéger une flotte ou une armée des armes lancées depuis un aéronef »⁹.

Les États-Unis ont tenté de rallier la Turquie à leur cause, en leur proposant le système anti-missiles *Patriot* à la place du *S-400*. Cependant, à la vue du coût des deux programmes, la Turquie s'est vite tournée vers la Russie. En signant un accord d'achat de quatre bataillons de *S-400 Triumph* pour un montant de 2,1 milliards, la Turquie tourne le dos aux États-Unis et compromet sa participation au programme *F-35*. En vertu de la loi américaine *CAATSA*¹⁰, établie en 2014 à la suite du dossier ukrainien, les États-Unis imposent des sanctions économiques contre les pays concluant des contrats

⁸ Force aérienne turque.

⁹ Définition de l'Organisation du Traité d'Atlantique Nord (OTAN).

¹⁰ *Counter America's Adversaries Through Sanctions Act* (Contre les ennemis des États-Unis par le biais de sanctions).



d'armement avec les entreprises russes. De surcroît, les États-Unis craignent que l'acquisition turque des systèmes *S-400* et *F-35* favorise le transfert d'informations sensibles à la Russie. Développé par la société *Almaz-Antei*, entreprise militaire russe, le *S-400 Triumph* est le successeur du système *S-300P*, de génération 4+. Le *S-400 Triumph* fut élaboré en 2007 à destination de Moscou, capitale russe ; puis de Saint-Pétersbourg. Par la suite, la Chine et l'Algérie acquièrent cette technologie russe. La Turquie est alors le quatrième pays à s'en doter, en 2019. Le *S-400 Triumph* est, depuis sa création, un emblème de l'armement russe, représentant en 2018 15% des exportations d'armes russes dans le monde. Alors que la République de Turquie et la Fédération de Russie s'opposaient sur le dossier syrien, elles coopèrent sur plusieurs sujets : le *Turk Stream*¹¹ fut achevé en novembre 2019, et les deux pays régissent la situation au Haut-Karabagh.

Pour donner suite à l'éviction de la Turquie au programme *F-35*, plusieurs questions se sont posées : Qui prendra le relais concernant les éléments fabriqués en Turquie ? À qui seront destinés les avions militaires prévus pour le pays d'Erdogan ? Par quelle technologie Ankara va-t-elle remplacer les avions multi-rôles américains ? Plusieurs réponses furent apportées depuis 2019, bien qu'il reste encore des zones d'ombres. Les États-Unis, fabriquant désormais une grande partie des éléments turcs, vendent à la Grèce certains *F-35* initialement destinés à la Turquie. Dans un contexte plus large d'hostilités gréco-turques¹², l'acquisition par la Grèce de ce programme contribue à rééquilibrer le rapport de force en Méditerranée orientale.

La Turquie, dans son souhait d'établir une politique d'armement indépendante vis-à-vis de l'OTAN, renforce son programme d'avion furtif autochtone, le *TAI TFX*. Lancé en 2010, il est perfectionné afin de remplacer le *F-35*. De plus, Ankara se tourne une fois de plus vers la Russie afin de combler le manque de ces avions américains, des négociations étant en cours concernant l'achat de chasseurs russes *Sukhoi Su-35*. Ankara souhaite se détacher des importations américaines, constituant en 2016, 40% de l'ensemble des importations turques. Pour cela, elle alloue chaque année un budget de \$18 milliards à son industrie militaire. Bien qu'elle ait une volonté d'indépendance quant à l'ensemble de son industrie militaire, la République turque a toujours espoir de réintégrer le programme *F-35* américain, qui représente une opportunité de moderniser rapidement ses avions militaires.

¹¹ Gazoduc reliant la Russie à la Turquie au travers de la mer Noire.

¹² Concernant l'île Chypriote, les ressources énergétiques en Méditerranée orientale et en Mer Egée.



La Turquie espère toujours acquérir ces avions à la pointe de la technologie

L'arrivée du démocrate Joe Biden à la Maison-Blanche va-t-elle redistribuer les cartes concernant le programme *F-35* ? Recep Tayyip Erdogan appelle la Maison-Blanche à y réfléchir, son but étant d'acquérir à terme ces avions militaires.

La principale préoccupation pour la nouvelle administration serait de garder la République turque dans le giron des intérêts américains, et de contrôler son comportement hostile notamment en Méditerranée orientale. Elle sera cependant plus regardante sur la démocratie et le respect des droits de l'Homme d'Ankara. Le 46^{ème} Président des États-Unis et son homologue turc souhaitent se rapprocher pour leurs intérêts propres, cependant les relations américano-turques connaissent plusieurs points de dissensions ; notamment sur le dossier syrien. La Turquie reproche aux États-Unis de soutenir la milice kurde *Yekîneyên Parastina Gel (YPG)* dans le cadre de sa lutte contre l'État Islamique en Syrie, alors qu'elle est considérée comme organisation terroriste par Ankara. Joe Biden, ayant siégé au Sénat pendant 36 ans, dirigé le Comité des affaires étrangères de la chambre haute du Congrès et été pendant huit ans vice-Président de Barack Obama, connaît déjà le président Erdogan. Son administration a également la connaissance et l'expérience des relations entre les deux pays. En effet, Anthony Blinken, secrétaire d'État des États-Unis fraîchement nommé, fut directeur senior aux affaires européennes sous Bill Clinton, puis membre du personnel durant le mandat Obama. Ce dernier a déclaré lors d'une récente audition devant la Commission des relations étrangères du Sénat, que "la Turquie n'agissait pas en tant qu'allié", et qu'il n'hésiterait pas à réfléchir à des sanctions supplémentaires sur le dossier *F-35*. L'exclusion de la Turquie du programme *F-35* n'est pas la seule sanction prononcée par les États-Unis suite au rapprochement russo-turc : Washington interdit également l'acquisition de permis d'exportation d'armes au Savunma Sanayi Başkanlığı¹³. Le nouveau gouvernement pourrait donc envisager des sanctions supplémentaires.

À l'annonce des sanctions américaines, la Turquie avait émis l'hypothèse de remettre en question les bases de *Kürecik* et d'*Incirlik*. Ces bases sont importantes pour l'OTAN, la première pour leur défense antimissile et la seconde étant utilisée par l'*US Air Force*, stockant des têtes nucléaires, dans la logique de dissuasion nucléaire prônée par l'organisation. Cette menace n'a jamais abouti, mais démontre les relations conflictuelles qu'entretiennent les deux pays.

¹³ Agence gouvernementale turque en charge de l'industrie militaire (SSB).



CONCLUSION

L'acquisition turque de 100 avions militaires américains fut sujet à débats, et le projet a vite été avorté. Le futur des relations américano-turques dépendra alors des liaisons entre le nouveau cabinet américain et son correspondant turc. La politique extérieure américaine vis-à-vis à la Turquie continuera de susciter des débats, une partie des démocrates étant critiques à l'égard de la politique jugée agressive d'Erdogan, une autre partie souhaitant entretenir des liens étroits avec Ankara, allié important de l'OTAN. En effet, la Turquie occupe un positionnement stratégique dans l'organisation, représentant une des plus grandes capacités militaires de l'organisation. Les États-Unis souhaitent maintenir leur puissance sur la scène internationale, il est alors complexe de voir un allié s'aligner sur le concurrent stratégique qu'est la Russie. L'administration démocrate change de posture sur de nombreux dossiers vis-à-vis du précédent gouvernement, notamment sur le climat, en réintégrant l'Accord de Paris et en souhaitant révoquer le permis présidentiel accordé à la pipeline Keystone XL¹⁴. La question turque demeure importante pour les États-Unis, et le programme F-35 en fait partie.

¹⁴ Ce projet inquiète les défenseurs de l'environnement, dénonçant l'extraction polluante du pétrole qu'il engendre ainsi que les déforestations et les risques de fuites.